

Nantes : Pascale Chiron, adjoint du Maire, soutient l'occupation des Anciens Beaux-Arts !

écrit par Durandurand | 19 novembre 2017

Depuis hier, des clandestins se déclarant mineurs et reconnus majeurs occupent les anciens Beaux-Arts. EELV trouve normal que des délinquants (puisque clandestins mineurs reconnus majeurs, donc falsificateurs en plus) occupent les locaux appartenant au contribuable nantais sans que celui-ci ait seulement été consulté.

«L'initiative émane de collectifs, d'habitants, d'étudiants qui souhaitent alerter et trouver des solutions pour loger les exilés», explique une jeune femme, qui garde l'entrée. Le lieu, renommé «Univers-Cité», se veut être «un lieu de vie, d'échange, d'apprentissage mutuel et d'activités autogérées». «On veut montrer que la jeunesse ne veut plus se laisser faire», argue un jeune homme.

Alors que les mineurs isolés étrangers , qui arrivent toujours plus nombreux en France et à Nantes, doivent bénéficier d'une prise en charge du conseil départemental, plusieurs dizaines voire centaines d'entre eux (et notamment ceux qui ont été reconnus majeurs, ou dans l'attente d'une reconnaissance) «sont à la rue ou dans des squats» à Nantes, assurent ces militants. Une nouvelle manifestation a d'ailleurs eu lieu samedi en début d'après-midi, juste avant que l'occupation de l'école ne commence.

EELV 44 salue cette initiative et l'investissement de jeunes étudiants nantais dans la solidarité avec les jeunes exilés. Il souhaite que des solutions d'hébergement durable soient rapidement trouvées pour ces jeunes à la rue. (...) Des lieux vides existent et l'installation de jeunes dans cette ancienne école des beaux-arts le prouve. EELV demande que l'Etat et la Ville les réquisitionnent pour héberger toutes celles et ceux qui en ont besoin.»

<http://www.20minutes.fr/societe/2171795-20171119-nantes-ancienne-ecole-beaux-arts-oc>

Tout le monde est au courant, Mairie et police.

Et... la Mairie se contente d'envoyer une voiture de police devant le squatt. Non pas pour dissuader les délinquants mais, plus sûrement, pour empêcher que l'extrême-droite ne vienne prendre les occupants par la peau des fesses et ne les expulser.

Autrement dit, la messe est dite. Les verdâtres et autres antifas continuent de faire la loi à Nantes. D'ailleurs [Pascale Chiron](#), adjoint EELV au logement soutient l'action...

La seule réponse possible, pourtant, est simple : ce ne sont pas des réfugiés, ce ne sont pas des mineurs. Dehors. Et un charter, un ! Et qu'ils embarquent la Chiron, un élu qui soutient une action illégale doit être destitué, tous simplement.